

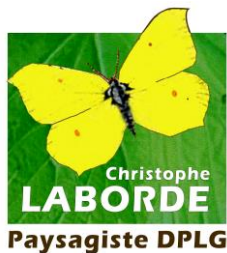


Maîtrise d'ouvrage
Ville de
BAPAUME

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Aménagement du cimetière municipal

Maîtrise d'œuvre



CCAP
Cahier des Clauses Administratives Particulières

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

<p style="text-align: center;">COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>
--

<p style="text-align: center;">ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</p>
--

1.1 - OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) concernent les travaux d'aménagement cimetière à BAPAUME, Département du Pas-de-Calais.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées au Bordereau des prix Unitaires (B.P.U), au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP), au dossier des plans ainsi qu'au carnet de détails.

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement, du domicile élu par l'Entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au Marché seront valablement faites en commune de BAPAUME jusqu'à ce que l'Entrepreneur ait fait connaître, au représentant légal de la collectivité, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 - TRANCHES et LOTS

Il s'agit d'un marché de travaux avec plusieurs lots.

Lot 1 : Voiries et Réseaux Divers.

Lot 2 : Espaces Verts.

1.3 – MAITRISE D'OEUVRE

La Maîtrise d'œuvre est assurée par **LABORDE Christophe Paysagiste DPLG** - 1 rue Angèle RICHARD - Résidence « les jardins de l'Artois » - Appartement 116 - 62217 BEAURAINS

1.4 – COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE

Le coordinateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs en phase de réalisation sera désigné ultérieurement s'il y a lieu.

1.5 - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution de ses prestations, l'ensemble des opérateurs contractuellement liés (mandataires, co-traitants et sous traitants) doivent justifier qu'ils sont titulaires au moyen, d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie d'assurances leur permettant de garantir leur responsabilité à l'égard du Pouvoir Adjudicateur et du tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestataires.

A tout moment durant l'exécution du marché, les titulaires doivent être en mesure de produire ces attestations, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

<p style="text-align: center;">ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</p>
--

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction ou de divergence entre les stipulations des pièces constitutives du marché celles ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées :

- Acte d'engagement (A.E)
- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U)
- Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)
- Carnet de détails

**ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX –
REGLEMENT DES COMPTES**

3.1.1 - Les prix du Marché sont hors T.V.A. et sont établis :

En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur. En tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes : présence des réseaux de concessionnaires.

3.1.2 - Connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution de travaux ; il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son acte d'engagement : Pris connaissance complète et entière du terrain, de l'emprise et de ses abords, des conditions d'accès, des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.

L'entrepreneur est réputé avoir apprécié toutes les difficultés inhérentes au site. Contrôlé les indications des documents du dossier de consultation des entreprises. S'être entouré de tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître d'œuvre et auprès de tous services ou autorités compétentes. Pris en compte l'implantation sur les lieux d'un panneau de chantier à fournir.

3.1.3 - Modalités du règlement des comptes du Marché

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par des prix forfaitaires et unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix Unitaires. Les projets de décompte seront réalisés sur la base des prix forfaitaires et unitaires appliqués aux quantités effectivement réalisées.

3.2 - PRESENTATION DES DECOMPTES

3.2.1 - Application de la T.V.A.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

3.2.2 - Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, l'Entrepreneur remet au Maître d'œuvre un projet de décompte établissant le montant total arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre, du fait de l'exécution du Marché depuis le début de celui-ci, ce montant est établi à partir des prix de base, c'est-à-dire figurant dans le marché, y compris les rabais ou pénalités qui peuvent y être indiqués mais sans actualisation, ni révision des prix et hors T.V.A.

Après vérification et éventuellement rectification du projet de décompte, le Maître d'œuvre établira un état d'acompte, conformément aux dispositions des articles 12 et suivants du CCAG travaux et notamment l'article 12.2.1. Le Maître d'œuvre notifiera l'état d'acompte à l'Entrepreneur. Le mandatement de l'acompte devra intervenir dans les 30 jours au plus tard après la date à laquelle le projet de décompte aura été remis par l'Entrepreneur au Maître d'œuvre.

3.2.3 - Décompte final

Après achèvement des travaux, le titulaire ou le mandataire adresse au maître d'œuvre, après le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution, un projet de décompte final indiquant les quantités totales des travaux et prestations réellement exécutés. Le titulaire est lié pour les indications figurant au projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part. Le projet de décompte final est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre. Un décompte final, un état de solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général est alors édité par le maître d'œuvre qui le transmet au représentant du pouvoir adjudicateur.

3.3 - VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 - Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont révisibles.

3.3.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent C.C.A.P. Ce mois est appelé « mois zéro » (m0)

3.3.3 - Choix de l'index

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des travaux faisant l'objet du marché est : TP 01. Il est publié par le Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE.

L'index de référence s'applique à tous les prix du marché, les primes, pénalités, retenues et indemnités sont actualisables avec l'index de référence du marché.

3.3.4 - Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision **C_n** applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0.150 + 0.85 \times (I_n/I_0)$$

avec **I₀** valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;
I_n valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En complément à l'article 9.4.4 du CCAG, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

En tout état de cause, aucune révision ne pourra avoir lieu après le solde du marché.

3.3.5 - Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.4 - PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

<p style="text-align: center;">COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>
--

3.4.1 : Sur la sous-traitance, référence au titre iv du chapitre II du CMP

Païement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

Païement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée. »

3.4.2 - Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation, par celui-ci, de la somme à payer éventuellement à chacun des Entrepreneurs, conjoints ou solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le Marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire, au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision, ou actualisation, des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par celui des Entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance en indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision, ou actualisation, des prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'Entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Les dispositifs d'avances forfaitaires prévues aux articles 86 à 98 du C.M.P ne s'appliquent aux sous-traitants que dans les cas prévus à l'article 115 du C.M.P.

3.4.3 - Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur mandataire, ses co-traitants en cas de groupement conjoint et leurs sous-traitants. En cas de groupement solidaire, un compte unique de transfert sera ouvert au nom du groupement.

<p style="text-align: center;">ARTICLE 4 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET SURETE</p>
--

4.1 - RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

4.2 - AVANCE FORFAITAIRE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

ARTICLE 5 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET RETENUES

5.1 - DELAI GLOBAL D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des Travaux est de 1 mois. Auxquels s'ajoutent 15 jours de préparation.

Le délai global des travaux intègre les délais de livraisons.

La date prévisionnelle de début des Travaux est le 02/09/2024.

La date d'achèvement des Travaux est fixée au plus tard le 18/10/2024.

<p style="text-align: center;">COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>
--

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement. Le planning d'intervention proposé par l'entreprise lors de la remise des offres devient contractuel à la signature du marché. Les délais contractuels d'exécution intègrent les périodes de congés payés.

5.2 - DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution est de 1 mois. L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 18 du C.C.A.G, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours. En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 18 du C.C.A.G, le délai d'exécution des travaux sera prolongé, par ordre de service, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels mentionnés au 3.1.1.a/ aura dépassé son intensité limite, pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux.

5.3 - PROLONGATION DE DELAI D'EXECUTION

Lorsqu'un changement de la masse de travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, les dispositions de l'article 18.2.2 du CCAG – travaux sont seules applicables.

5.4 - PENALITES POUR RETARD

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité fixée à 300,00 €, par dérogation aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

5.5 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les stipulations à caractère administratif ci-dessous sont reprises pour leurs caractères techniques dans le C.C.T.P.

A la fin des travaux, dans le délai de 10 jours comptés de la date de décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

5.5.1 Installation de chantier

L'Entrepreneur demandera au Maître d'œuvre l'emprise du terrain nécessaire pour ses installations de chantier. Le Maître d'œuvre indiquera les lieux et superficies de terrain qu'il pourra éventuellement autoriser à utiliser à cette fin. Ces lieux feront l'objet d'une visite commune et d'une délimitation dont l'Entrepreneur aura la charge de conservation des repères.

Si le Maître d'œuvre ne peut satisfaire tout ou une partie de la demande de l'Entrepreneur, ce dernier devra se procurer à ses frais, risques et périls les terrains dont il aura besoin pour l'installation de son chantier, le stationnement de son matériel et le dépôt provisoire de ses matériaux.

<p style="text-align: center;">COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>
--

L'Entrepreneur devra fournir au Maître d'œuvre, dans le délai de huit jours suivant la notification de l'approbation de son marché, le projet de ses installations de chantier.

L'entrepreneur aura l'aménagement et la maintenance des installations de chantier à sa charge comme décrit au B.P.U.

5.5.2 Nettoyage du chantier

Par ailleurs, l'Entrepreneur supportera la charge des dommages provoqués par son personnel ou ses engins sur les propriétés voisines des emprises.

Il supportera les conséquences des dommages éventuels qui pourront leur être imputés, notamment en ce qui concerne les dégradations provoquées aux voies empruntées.

L'Entrepreneur est responsable, pendant la durée d'exécution de son Marché, des incidents pouvant survenir sur le chantier. Il devra en particulier veiller à la propreté des voies publiques adjacentes au chantier et les entretenir en état pendant la durée des travaux, afin d'éviter les accidents susceptibles de se produire en raison des détritiques ou dépôts de terre laissés par les transports divers.

Lorsque l'Entreprise travaille en bordure de voie ouverte au public, elle devra prévoir le nettoyage régulier de ces voies. Elle sera tenue d'avoir un système de nettoyage des engins et véhicules empruntant les voies publiques.

En cas de non-respect du nettoyage des voiries du chantier ou adjacentes, il devra appliquer une pénalité de cent euros Hors Taxes (100 €) par jour de nettoyage non exécuté au cas où les demandes d'intervention par le Maître d'œuvre à l'Entreprise resteraient sans réponse.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités pour le nettoyage du chantier.

5.5.3 Rendez-vous de chantier

L'Entrepreneur prévoira un local abrité, fermant à clé, permettant le maintien à disposition des plans et de tous les documents de chantier. Ce local permettra les réunions et l'établissement des comptes-rendus de chantier. Il sera muni d'installation électrique, téléphonique et de chauffage.

L'Entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le Maître d'œuvre en accord avec le Maître d'ouvrage ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'Entreprise et donner sur-le-champ les ordres au personnel de l'Entreprise de chantier.

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. La présence de tous les Entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux. L'absence de l'Entrepreneur ou de son agent, ou de son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'Entrepreneur défaillant. Le maître d'œuvre se réserve le droit de convoquer aux réunions de chantier les entreprises sous-traitantes ou co-traitantes en présence du titulaire.

Toute absence de l'Entrepreneur ou de son représentant qualifié aux réunions de chantier, sera pénalisée à raison de 75 € H.T par absence, tout retard supérieur à 15 minutes à la réunion et toute communication téléphonique de l'Entrepreneur pendant cette réunion seront pénalisés à raison de 30 € H.T par constat du Maître d'œuvre. Ces pénalités seront prélevées sur l'acompte à payer.

Dans le cas où l'Entrepreneur ou son représentant n'aurait pas donné suite aux réclamations émanant du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre, figurant sur les comptes-rendus de chantier, il

<p style="text-align: center;">COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>
--

sera pénalisé de 30 € H.T au premier rappel ; 60 € H.T au second rappel et de 150 € H.T par rappel suivant.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités pour l'absence aux réunions de chantier.

5.5.4 Implantation

Il devra disposer d'un géomètre chargé spécialement de piqueter et vérifier avec précision les emplacements et niveaux des divers ouvrages au fur et à mesure de l'avancement.

Un plan d'implantation des principaux ouvrages (ligne de base, cotes des plates formes et de référence, limite des principaux ouvrages), certifié par le géomètre de l'entreprise, sera remis à la validation du maître d'œuvre avant l'achèvement des terrassements. L'absence de présentation de ce plan vaut reconnaissance par l'entreprise de la conformité totale des implantations au regard des pièces contractuelles. Tout écart et ses conséquences seront de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise.

Toutes les bornes et repères topographiques devront être impérativement respectés par l'Entrepreneur.

Au cas où l'une de ces bornes ou repères devrait être déplacée pour les besoins des travaux, l'Entrepreneur en informera immédiatement le Maître d'œuvre qui prendra toutes dispositions utiles pour déplacer ces points dans les meilleurs délais.

A défaut de satisfaire à ces prescriptions et si ces points sont détruits ou déplacés, l'Entreprise devra payer les frais de remise en place, par un géomètre expert.

5.5.5 Remise en état des lieux

L'emprise des travaux et les alentours après chantier devront être laissés parfaitement propres et dégagés de tous résidus appartenant à l'Entreprise ou déposés par des tiers en cours de travaux.

En cas de non-observation dans un délai de quinze jours après l'achèvement des travaux, le retard sera décompté comme pénalité de retard applicable à l'ensemble des travaux. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'Entrepreneur après mise en demeure par ordre de service et assortie d'une pénalité de 500 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités pour la remise en état des lieux.

5.6 - REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1, le titulaire remet au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

<p style="text-align: center;">COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>
--

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne l'application de pénalités, ou d'une retenue dans les conditions fixées à l'article 19.3, dont le montant est prévu par les documents particuliers du marché. Une retenue égale à 500 € (cinq cents euros) sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur.

En cas de carence de l'entrepreneur, le maître de l'ouvrage pourra se substituer à lui pour l'établissement des documents à charge pour l'entrepreneur de régler les dépenses.

En cas d'allotissement, le DOE de chaque lot est fourni par le titulaire de ce lot dès que celui-ci a achevé ses ouvrages.

Ces documents sont remis sous un format numérique conforme au format et aux caractéristiques définies par les documents particuliers du marché. Les documents particuliers du marché précisent si des exemplaires sur support papier ou physique numérique sont exigés.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé dans les documents particuliers du marché. Il comporte, au moins, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

S'ils sont transmis sous forme électronique, tous les documents du DOE et ceux nécessaires à l'établissement du DIUO doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage spécifiés dans les documents particuliers du marché.

<p style="text-align: center;">ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES OUVRAGES</p>

6.1 - PIQUETAGE GENERAL

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire, à ses frais, contrairement avec le Maître d'Œuvre

6.2 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué par l'Entrepreneur en même temps que le piquetage général.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau, de téléphone ou de câbles électriques, l'Entrepreneur devra prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles, dix jours au moins avant le début des travaux.

6.3 - RENCONTRE DE CANALISATIONS - DIVERSES

L'Entrepreneur prendra les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux souterrains et aériens de toute nature. Il est précisé notamment qu'il devra éventuellement prendre toutes les mesures nécessaires pour le soutien de ces canalisations et conduites.

L'Entrepreneur ne sera pas admis à présenter de réclamation du fait que le tracé ou l'emplacement imposé pour les ouvrages, l'obligerait à prendre ces mesures de soutien de canalisations ou de conduites sur quelque longueur qu'elles puissent s'étendre.

**COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Il restera entièrement responsable des dommages qui pourraient être causés par lui-même ou ses agents aux canalisations ou conduites.

**ARTICLE 7 - PROVENANCE - QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS - CONTROLE ET
PRISE EN CHARGE**

7.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.G fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au Maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

**7.2 - CARACTERISTIQUES - QUALITES - VERIFICATIONS - ESSAIS ET EPREUVES DES
MATERIAUX ET PRODUITS**

Les dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. fixent les normes concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier. Les vérifications de qualité seront assurées par le Maître d'œuvre.

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

L'Entrepreneur devra dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier, conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G. et le soumettre au Maître d'œuvre dans un délai de dix jours suivant la notification du Marché, ce délai forme la période de préparation.

Préavis

Dix jours (10) francs au moins avant la date prévue pour l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur devra faire auprès des distributeurs d'électricité de gaz et d'eau ou de leurs représentants locaux une déclaration d'intention de travaux établis en deux exemplaires sur un imprimé conforme au modèle annexé à l'arrêté préfectoral.

L'Entrepreneur ne pourra ouvrir son chantier que lorsque le distributeur ou son représentant local lui aura communiqué tous renseignements utiles sur l'emplacement des ouvrages de distribution existant dans la zone où se situent les travaux projetés ainsi que les recommandations techniques écrites applicables à l'exécution des travaux à proximité des dits ouvrages. Le nom, l'adresse et le numéro d'appel téléphonique du service chargé d'intervenir en cas d'urgence devront être affichés dans les bureaux de chantier.

8.2 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

8.2.1 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails

Les plans d'exécution des ouvrages avec les notes de calcul correspondantes, qui seront établis par l'Entrepreneur et à ses frais, feront partie du présent Marché. Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'œuvre qui les retournera avec ses observations au plus tard 10 jours après leur réception.

8.2.2 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder dix pour cent (10%) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à dix pour cent (10%).

Aucun sous-traitant ne pourra être admis sans avoir remis au Maître d'Ouvrage les documents ou attestations figurant à l'article R 324-4 du Code du Travail.

8.2.3 Obligations de l'entrepreneur (circulaire n° 98.27 du 19/02/1998 concernant le travail illégal).

L'entrepreneur remet au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

8.3 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES TRAVAUX

8.3.1 - Stockage de matériel et matériaux

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux et aucun atelier de chantier ne devra être établis à l'intérieur du site sans autorisation spéciale du Maître d'Ouvre.

8.3.2 - Organisation - sécurité et hygiène des chantiers

Le chantier est soumis aux dispositions du décret n° 77-996 du 19 Août 1977 - section 1, modifié par les dispositions du décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 concernant les plans de prévention de sécurité et de protection de la santé, et créant les articles: R238-1 à R.238-4 et R.238-16 à R.238-39 du Code du travail.

L'Entrepreneur devra clôturer les accès de son chantier et prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter tout accident. Il demeurera responsable tant pour ses agents que pour lui-même qu'envers le Maître d'ouvrage ou les tiers, de l'inobservation des règlements des autorités compétentes ainsi que des consignes spéciales qui pourraient être données pour l'exécution des travaux en cours.

8.3.3 - Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indiquera notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée de chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates devront être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

<p style="text-align: center;">COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>
--

8.3.4 - Propriété intellectuelle des documents confiés à l'entreprise

Les entreprises candidates ayant retiré un Dossier de consultation s'interdisent de divulguer ou de dupliquer tout ou partie des informations et pièces (écrites ou graphiques) du présent marché ou mises à disposition dans le cadre de celui-ci ; comme d'en faire un usage autre que celui pour lesquelles elles sont mises à disposition.

Toute infraction au présent article pourra entraîner les poursuites prévues par le législateur, notamment sur la protection de la propriété intellectuelle.

<p style="text-align: center;">ARTICLE 9 - CONTROLE RECEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX</p>

9.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES

Les essais et contrôles prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. et du C.C.T.P en cours de travaux seront assurés aux frais de l'Entreprise au titre de l'autocontrôle et vérifiés par le Maître d'œuvre. Les dispositions du 3 de l'art. 24 du C.C.A.G, relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

9.2 - RECEPTION

La procédure de réception se déroulera comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

Le délai maximal dans lequel le Maître d'œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des travaux est fixé à quinze (15) jours à compter de la date de réception de la lettre de l'Entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux.

Une réception partielle ne pourra être ordonnée pour la mise à disposition d'une partie des ouvrages qu'avec l'accord du Maître d'ouvrage, elle donnera lieu à un constat contradictoire portant sur l'achèvement des ouvrages considérés. La date d'effet d'une réception partielle comme point de départ des différents délais de garantie ne sera prise en compte que dans le cas de marché fractionné à tranches. Le décompte général sera unique pour l'ensemble des travaux du marché, toutes tranches éventuelles confondues.

9.3 - GARANTIE

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à l'art. 44.1 du C.C.A.G. Il prend effet à compter de la date d'achèvement portée au Procès-verbal de réception des travaux.

L'entrepreneur s'engage pendant ces délais à effectuer à ses frais sur simple demande du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage toutes les recherches sur l'origine des désordres, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9.3.1 - Garanties particulières

Les garanties particulières éventuellement apportées par l'Entrepreneur à l'appui des descriptions du C.C.T.G seront annexées au présent marché et deviendront contractuelles.

L'entrepreneur et autres personnes liées au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage sont déchargés de la garantie des ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés après dix ans s'il s'agit de gros ouvrages, après deux ans pour les menus ouvrages.

Par ailleurs, cette garantie engage l'Entrepreneur pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais sur simple demande du Maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci

<p style="text-align: center;">COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>
--

proviennent d'une défectuosité du produit ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9.4 - REFECTION DES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE

Les travaux qui ne seront pas exécutés en conformité aux stipulations du Marché, seront repris à la charge de l'Entrepreneur. Dans le cas où celui-ci ne procéderait pas aux réfections nécessaires dans le délai imparti par le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage, après avis de ce dernier, se réserve le droit de les faire exécuter par une autre entreprise de son choix et aux frais exclusifs de l'Entrepreneur attributaire du marché initial.

9.5 - RESILIATION DU MARCHE - MESURES CORRECTIVES

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

9.6 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

La remise des pièces constitutives du Dossier des Ouvrages Exécutés est à la charge de l'Entrepreneur. Elles comprennent :

- L'établissement des plans de récolement des ouvrages, par le bureau d'études de l'Entrepreneur, un géomètre expert ou un bureau d'études spécialisé,
- Les fiches techniques des fournitures mises en œuvre, leurs documents de garantie,
- Les notices d'utilisation et de maintenance des ouvrages et des équipements avec les coordonnées des fournisseurs.

La réception des travaux sera subordonnée à la remise du D.O.E et son acceptation par le Maître d'ouvrage, cette remise étant absolument impérative. Si la réception des ouvrages est fractionnée, le dossier qui subordonne la réception, comportera les premiers ouvrages à réceptionner puis sera complété au fur et à mesure des demandes des réceptions.

Les plans de récolement seront fournis sous forme d'une copie calque, d'un CD-rom (format .DWG ou .DXF) et de trois tirages papier (tirage plié au format A4). Les autres documents seront fournis en trois exemplaires. Ces plans comporteront la figuration exacte de toutes les prestations exécutées par l'Entreprise et devront inclure tous les détails nécessaires d'environnement : bâtiments, réseaux posés et découverts, emprises diverses... Ils seront, si besoin, explicités par des calculs de surfaces, détails d'exécution...

En complément de l'article 40 du C.C.A.G, il est stipulé que ces documents doivent comporter, dans le cas d'emploi de matériel étranger, une traduction française et la liste des dépositaires et concessionnaires en France.

La non-fourniture de ces documents fera obstacle à la réception des travaux et entraînera l'application éventuelle des pénalités de retard prévue à l'article 4.3. du C.C.A.P.

<p>COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>
--

Lu et accepté par l'Entrepreneur soussigné
A....., Le.....

(Signature et cachet)

Vu, et approuvé par le Maître d'ouvrage
A....., Le.....
(Signature et cachet)